

Cote du document: EB 2013/110/R.7
Point de l'ordre du jour: 7 a) i)
Date: 7 novembre 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la soixante-dix-neuvième session

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Fabrizio Felloni

Fonctionnaire responsable
Bureau indépendant de l'évaluation du
FIDA
téléphone: +39 06 5459 2361
courriel: f.felloni@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dixième session
Rome, 10-12 décembre 2013

Pour: **Examen**

Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la soixante-dix-neuvième session

1. Le présent rapport rend compte des délibérations de la soixante-dix-neuvième session du Comité de l'évaluation, tenue le 4 octobre 2013.
2. Des membres du Comité de 7 pays (Brésil, Allemagne, Inde, Indonésie, Japon, Nigéria et Norvège) ont participé à la session. Des observateurs de la Chine étaient présents. Au Comité se sont joints le Fonctionnaire responsable, Département gestion des programmes (PMD); le Fonctionnaire responsable, Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE); et la Fonctionnaire responsable, Bureau du Secrétaire (SEC).
3. Sept points étaient inscrits à l'ordre du jour provisoire: i) ouverture de la session; ii) adoption de l'ordre du jour; iii) procès-verbal de la soixante-dix-huitième session du Comité de l'évaluation; iv) programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2014 et plan indicatif pour 2015-2016 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; v) évaluation de la performance du Projet de développement du Nord-Est de la République d'Azerbaïdjan; vi) évaluation du programme de pays pour l'Équateur; et vii) questions diverses.

Adoption de l'ordre du jour

4. Le Comité a examiné l'ordre du jour de la soixante-dix-neuvième session. Le Président a expliqué que la présentation PowerPoint sur les principales conclusions de l'évaluation au niveau de l'institution de l'avancement de la reconstitution des ressources du FIDA avait été retirée en raison de l'absence de l'évaluateur principal de cet exercice. Le Comité a reporté l'examen du procès-verbal de la soixante-dix-huitième session du Comité de l'évaluation à la prochaine réunion afin de s'assurer que les membres disposent de suffisamment de temps pour l'examiner.
5. Deux points ont été inclus au titre des questions diverses: i) proposition d'une séance de réflexion du Comité de l'évaluation; et ii) session supplémentaire du Comité de l'évaluation le 18 novembre 2013.
6. Le Président a informé le Comité qu'une discussion de groupe informelle aurait lieu à la fin de la session afin de mieux saisir les priorités et les opinions des membres concernant l'utilisation des dons au FIDA.

Programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2014 et plan indicatif pour 2015-2016 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

7. Le Comité a examiné le programme de travail et budget pour 2014 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), tel qu'il figure dans le document EC 2013/79/W.P.3, avant sa soumission finale au Comité d'audit en novembre et au Conseil d'administration en décembre 2013.
8. Le Comité a exprimé son accord avec les objectifs proposés, les résultats de gestion de la division ainsi que le programme de travail et budget d'IOE pour 2014. Les membres ont salué les améliorations contenues dans le document et ont demandé des précisions sur:
 - a) **le contenu et la justification des dépenses liées à la communication, l'évaluation, la sensibilisation, le partage des connaissances et le partenariat.** IOE a précisé que ces activités couvriraient des sessions d'apprentissage, la participation au Groupe d'évaluation des Nations Unies et au Groupe de coopération pour

l'évaluation des banques multilatérales de développement ainsi que d'autres initiatives de diffusion.

- b) La justification du **coût de la deuxième révision du Manuel de l'évaluation**. IOE a indiqué que les coûts reflétaient un grand nombre d'activités qui allaient au-delà de la seule production du manuel, y compris le perfectionnement des méthodes d'IOE, l'intégration des **meilleures** pratiques internationales, et un examen réalisé par un groupe d'experts internationaux de haut niveau. IOE a en outre souligné que les coûts étaient de nature ponctuelle, alors que les avantages du manuel se concrétiseraient pendant plusieurs années.
 - c) La **justification et le niveau des coûts de l'évaluation du programme de pays**. IOE a indiqué que le montant alloué avait diminué par rapport à la précédente soumission.
 - d) La nature **des 3% de dépenses de report**, et l'inopportunité d'utiliser ces fonds pour financer des activités régulières ou récurrentes. IOE a indiqué qu'il avait utilisé ces fonds pour des activités stratégiques **imprévues**, comme son premier exercice d'évaluation de l'impact, en accord avec les directives du FIDA concernant le report des fonds non alloués.
 - e) Concernant le niveau des **coûts associés aux voyages**, un membre a suggéré à IOE d'encourager davantage les voyages en classe **économique** sur une base volontaire, tandis qu'un autre a indiqué qu'il craignait que les voyages en classe économique pour les longs trajets ne nuisent à la productivité.
 - f) Le niveau **des honoraires des consultants** et la marge de manœuvre pour réduire ces coûts. IOE a indiqué que les honoraires des consultants prévus pour 2014 avaient diminué, tandis que les activités prévues à l'origine dans l'hypothèse haute de scénario budgétaire avaient été intégrées dans l'hypothèse basse, diminuant ainsi le coût unitaire des services des consultants. IOE a en outre précisé qu'il tendait à avoir davantage recours à des consultants nationaux ou régionaux, dans la mesure du possible.
 - g) Les critères de **notation du cadre de sélectivité**. Il a été expliqué qu'IOE avait réalisé cette tâche en consultation avec PMD. Par exemple, les évaluations des programmes de pays ont été sélectionnées sur la base d'un examen de la taille du portefeuille du pays et du calendrier du **programme** d'options stratégiques pour le pays (COSOP), en consultation avec les divisions régionales.
 - h) En ce qui concerne **l'étude de synthèse des pays à revenu intermédiaire**, les membres ont soulevé des préoccupations quant aux activités visiblement parallèles menées par la direction du FIDA et IOE, et a recommandé à IOE d'assurer une coordination des activités liées avec la direction du FIDA.
9. Le Comité a pris note du document, des questions des membres et des éclaircissements fournis par IOE.

Évaluation de la performance du Projet de développement du Nord-Est de la République d'Azerbaïdjan

10. Le Comité a examiné le document EC 2013/79/W.P.4., l'évaluation de la performance du Projet de développement du Nord-Est de la République d'Azerbaïdjan.

11. Le Comité a félicité la direction pour la qualité du projet et IOE pour la solidité du rapport d'évaluation. Les membres ont demandé des informations complémentaires concernant: i) l'utilisation des données de référence, les groupes de contrôle, et les questions d'attribution; ii) la disponibilité des données et des analyses ventilées par sexe; iii) les problèmes de durabilité rencontrés; et iv) l'étendue, à ce jour, du dialogue politique dans le cadre du projet.
12. En ce qui concerne les **enquêtes de référence et de suivi**, IOE a noté qu'elles avaient été réalisées, et que leur qualité était acceptable, en dépit de l'absence d'un groupe témoin crédible. Il a en outre indiqué qu'une analyse quantitative avait été menée sur plusieurs fronts, à partir de données de suivi et d'évaluation solides.
13. Des données **ventilées par sexe** étaient disponibles et ont été jugées fiables. Établir l'**attribution** s'est révélé difficile en raison de la croissance économique générale enregistrée par l'Azerbaïdjan pendant la période du projet.
14. En termes de problèmes de **durabilité**, les organisations des usagers de l'eau ont rencontré des difficultés du fait que les prix de l'eau sont fixés de manière centralisée, raison pour laquelle il est difficile d'établir un prix à un niveau qui permette de générer des revenus suffisants pour entretenir les infrastructures. Cette question a mis en évidence un domaine d'intervention possible pour le FIDA en termes de dialogue politique.
15. Les membres ont pris acte des **contributions extrabudgétaires** faites par le Gouvernement de l'Azerbaïdjan et du fort degré d'appropriation que cela implique, et ont demandé des éclaircissements concernant la procédure de remboursement anticipé de prêts. La direction a indiqué que le calendrier de remboursement avait été défini dans les accords juridiques et que l'initiative de remboursement anticipé était à la discrétion de l'État membre emprunteur.
16. Un membre du Comité a encouragé une multiplication des contacts de haut niveau avec le gouvernement en termes de **dialogue politique**. La direction a indiqué que le dialogue politique avait été particulièrement productif dans le cadre d'un précédent projet, et qu'il était possible de poursuivre les efforts dans ce domaine, en particulier en matière de gestion, au niveau de l'exploitation, des systèmes d'irrigation. L'examen à mi-parcours du COSOP 2014 devrait se pencher sur cette question, ainsi que sur le renforcement des institutions et des capacités réalisé au niveau local.
17. Un autre membre a demandé des informations concernant la **supervision** du projet. La direction a indiqué que, conformément à la pratique courante au FIDA, le suivi et l'évaluation du projet avaient été menés par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) jusqu'en 2009, date à partir de laquelle le FIDA a assumé la responsabilité de la supervision directe.

Évaluation du programme de pays pour l'Équateur

18. Le Comité a examiné l'évaluation du programme de pays pour l'Équateur, telle qu'elle figure dans le document EC 2013/79/W.P.5.
19. Les membres ont pris acte de l'environnement difficile avec lequel le programme de pays doit composer, et ils ont exprimé leur satisfaction pour le travail accompli par le FIDA compte tenu de ce fait, ainsi que pour l'étude équilibrée réalisée par IOE.
20. Des précisions ont été demandées concernant: i) la période d'analyse des évaluations du programme de pays et les délais de mise en œuvre appropriés pour l'évaluation des opérations; ii) l'approche de suivi dans les contextes

tendus; iii) le lieu d'affectation du personnel du FIDA; et iv) les recommandations pour le programme de pays.

21. En ce qui concerne la **période d'analyse**, IOE a indiqué que la période examinée était généralement de 10 ans, mais que dans ce cas elle s'étendait sur 15 ans, notamment en raison du degré d'intervention limité en Équateur. En ce qui concerne la question du **délai de mise en œuvre**, IOE a indiqué que le retard dans la mise en œuvre avait restreint les premiers résultats.
22. Il a été précisé que, en raison de la **situation instable**, le FIDA avait intensifié ses activités et missions de surveillance, conformément à la pratique normale, et que la rotation du personnel au sein des institutions partenaires avait contribué à relever les défis posés en matière d'approbation et de mise en œuvre.
23. En ce qui concerne **le lieu d'affectation du personnel du FIDA**, la direction a indiqué que la décision concernant le lieu d'affectation du personnel dépendait de la taille du programme et des caractéristiques régionales, et qu'un bureau de coordination à l'échelle des Andes basé à Lima avait été considéré comme optimal dans ce cas.
24. Certains membres ont demandé des précisions supplémentaires concernant certaines **recommandations spécifiques faites au programme de pays**, soulignant certaines faiblesses opérationnelles dans les domaines de **l'égalité hommes-femmes**, du **suivi-évaluation**, et de la **collaboration avec d'autres institutions**. IOE a indiqué que l'accent mis actuellement sur les investissements productifs avait bien fonctionné, et a suggéré qu'il était possible d'envisager à l'avenir de soutenir le gouvernement dans ses activités de développement territorial. En outre, le Gouvernement équatorien a déjà clairement défini des programmes sectoriels publics avec lesquels les prochaines interventions du FIDA devront être alignées.
25. Un membre a signalé la conclusion de l'évaluation selon laquelle le retard dans la révision du COSOP avait limité les résultats et la mise en œuvre efficace du programme, et a souligné l'importance des discussions du Conseil d'administration relatives au COSOP à cet égard.
26. Un autre membre a suggéré d'inclure à l'avenir, dans les évaluations similaires, un paragraphe décrivant les limites et les problèmes de méthodologie concernant la collecte des données. D'un point de vue stratégique, les membres ont suggéré de réfléchir à la gamme d'instruments disponibles au FIDA, et ont fait référence à la remarque d'IOE suggérant que le FIDA soit plus souple avec ses instruments et qu'il les utilise pour soutenir des programmes plutôt que des projets.

Questions diverses

27. Le Comité a examiné deux points supplémentaires au titre des questions diverses: i) la proposition d'une séance de réflexion du Comité de l'évaluation; et ii) la session supplémentaire du Comité de l'évaluation le 18 novembre.
 - a) **Proposition d'une séance de réflexion du Comité de l'évaluation**
Le Comité a décidé qu'une réunion informelle se tiendrait avant la session du Comité de l'évaluation le 18 novembre, et que le président ferait une proposition aux membres du Comité à cet égard, par courriel. L'objectif de la réunion informelle sera de discuter de: i) la révision de la Politique de l'évaluation en ce qui a trait à la nomination du Directeur d'IOE; et ii) la proposition d'un rapport annuel du Comité de l'évaluation.

Comme convenu lors de sa soixante-dix-huitième session, le Comité de l'évaluation a demandé à IOE et à la direction de préparer un projet de rapport avant la réunion informelle du Comité de l'évaluation. IOE a indiqué que certaines questions devaient être clarifiées à cet égard afin de s'assurer qu'il serait possible de collaborer à une proposition écrite à cette date. La direction a indiqué qu'elle était prête à respecter cette échéance.

b) **Session supplémentaire du Comité de l'évaluation le 18 novembre 2013**

Le Comité est convenu qu'une session supplémentaire du Comité de l'évaluation serait organisée pour discuter de la révision de la section de la Politique d'évaluation relative à la nomination du Directeur d'IOE et du programme de travail provisoire du Comité de l'évaluation pour 2014.

28. Des précisions ont été demandées concernant le moment où serait discutée l'évaluation au niveau de l'institution portant sur les reconstitutions des ressources, étant donné que des progrès significatifs ont été accomplis à ce sujet, et que le Comité devrait examiner les résultats à temps pour lui permettre d'éclairer le processus de Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA. IOE a indiqué que la question restait à l'ordre du jour de la quatre-vingt-unième session du Comité.
29. En réponse à une question formulée par un observateur, **le Comité a décidé que le Mexique et la Chine seraient invités à la session informelle du Comité de l'évaluation** du fait que: i) le Mexique remplacera le Brésil au sein du Comité de l'évaluation à partir du 1^{er} novembre; et ii) la Chine préside le Groupe de travail ad hoc sur la nomination du Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. **La Chine sera également la bienvenue à la session supplémentaire du Comité de l'évaluation**, car à cette date le Mexique aura officiellement rejoint le Comité.
30. **Le président a soulevé la question des procès-verbaux des séances à huis clos tenues lors des soixante-quinzième et soixante-seizième sessions, indiquant qu'il discuterait de la question avec le Secrétariat et le Conseiller juridique, et qu'il ferait rapport au Comité par courriel.**
31. Au nom du Comité, le président a remercié le Brésil pour son engagement tout au long de son mandat de membre et pour ses contributions constructives aux discussions du Comité. Le président a également remercié la Fonctionnaire responsable du Bureau du Secrétaire, pour son soutien et son excellent travail au cours des huit mois pendant lesquels elle a aidé le Comité.